

# La croissance ne garantit pas le progrès social

► La Belgique se classe en 17<sup>e</sup> position, selon l'indice de progrès social, un nouveau venu parmi les indicateurs complémentaires au PIB. ► La démarche est bienvenue, mais il n'est pas si facile d'évaluer le bien-être ou la prospérité sociale.

Existe-t-il un indicateur de bien-être ou de prospérité sociale qui n'encense pas les pays scandinaves ?

Lorsqu'il s'agit de calculer la prospérité d'un pays autrement que d'un point de vue purement économique, c'est-à-dire en utilisant un autre indicateur que le Produit intérieur brut (PIB), Norvège, Suède ou Finlande ressortent généralement en tête.

L'indice de progrès social (Social Progress Index, SPI), un des derniers-nés parmi les indicateurs complémentaires au PIB, ne fait pas exception.

La Norvège ressort en tête avec un score de 88,36 points, suivie de près par la Suède, la Suisse et l'Islande.

Humainement, il fait donc meilleur vivre dans ces pays plutôt qu'aux États-Unis, qui occupent la 16<sup>e</sup> place du classement.

Et en Belgique ? L'indice de progrès social nous classe en 17<sup>e</sup> position. Une place honorable ?

Couci-couça ! Pays-Bas (9<sup>e</sup>), Grande-Bretagne (11<sup>e</sup>), Autriche (13<sup>e</sup>) ou Allemagne (14<sup>e</sup>) font mieux.

En revanche, notre score est supérieur à celui de la France (21<sup>e</sup>) ou de l'Italie (31<sup>e</sup>).

SPI PIB

## Selon le Social Progress Index 2015

1. Norvège (88,36)
2. Suède (88,06)
3. Suisse (87,97)
4. Islande (87,62)
5. Nouvelle-Zélande (87,08)
6. Canada (86,89)
7. Finlande (86,75)
8. Danemark (86,63)
9. Pays-Bas (86,5)
10. Australie (86,42)
11. Belgique (82,83)

Source : Social progress index 2015

## Les pays les plus performants du SPI, classés selon leur PIB

- (calculé par personne, en parité de pouvoir d'achat)
1. Norvège (\$ 62.448)
  2. Suisse (\$ 54.697)
  3. Pays-Bas (\$ 44.945)
  4. Suède (\$ 43.741)
  5. Australie (\$ 42.831)
  6. Danemark (\$ 41.991)
  7. Canada (\$ 41.894)
  8. Islande (\$ 41.250)
  9. Belgique (\$ 40.607)
  10. Finlande (\$ 38.846)
  11. Nouvelle-Zélande (\$ 32.808)

Source : Banque mondiale

**1 Au-delà du PIB...** L'indice de progrès social est calculé par une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, le Social Progress Imperative, présidé par Michael Porter, l'un des papes du management, professeur à Harvard, et financé par des grands noms du business, comme Cisco (informatique) ou Deloitte (consultance).

Selon l'équipe d'économistes et de statisticiens qui a élaboré cet indice, « le progrès social est la capacité d'une société à répondre aux besoins humains fondamentaux de ses citoyens ». Autrement dit : à permettre aux habitants d'un pays de maintenir ou améliorer leur qualité de vie et créer les conditions nécessaires pour qu'ils atteignent leur plein potentiel.

L'idée sous-jacente n'est pas neuve ; elle est à l'origine de nombreuses initiatives visant à développer des indicateurs qui vont au-delà du PIB – comme par exemple, l'indice de développement humain calculé par la Banque mondiale depuis les années nonante. Objectif : dénoncer ce mythe tenace selon lequel l'activité économique crée automatiquement du progrès social et contredire l'opinion de plus en plus répandue que tout ce qui est lié au progrès social est coûteux.

**2 Simple... en apparence.** L'indice de progrès social (SPI) a une grande qualité – en termes de communication : c'est un indicateur composite qui, en un seul chiffre, résume le niveau de progrès social d'un pays. Simple (en apparence) et très pratique, journalistiquement parlant, puisqu'on dispose d'un hit-parade – dont nous avons reproduit le top ten ci-dessous.

L'interpréter correctement implique toutefois de comprendre comment il a été construit. Donc de jeter un œil dans toute la cuisine statistique.

L'indice de progrès social ne prend en compte que les indicateurs sociaux et environnementaux, et exclut ainsi tout indicateur de nature économique. Trois axes ont été retenus par ses concepteurs : la capacité d'une société à satisfaire les besoins de base de ses citoyens (comme la qualité du système de santé, l'accès à l'eau, le logement ou la sécurité), les fondations d'un bien-être durable (comme l'éducation, la santé ou un environnement écologique soutenable) et enfin les opportunités, c'est-à-dire tout ce qui donne au citoyen la possibilité de s'accomplir (les droits personnels, la liberté, la tolérance ou l'accès à l'éducation supérieure).

Chaque dimension est composée d'indicateurs distincts (52 en tout) qui sont alors pondérés pour créer un indice global. Plus globalement, « la philosophie sous-jacente est celle d'un capitalisme à visage humain. L'objectif déclaré est de favoriser une croissance inclusive et soutenable. De sorte que la valorisation de la croissance revient tout de même par la fenêtre », notent encore Isabelle Cassiers et Geraldine Thiry. Autrement dit : le message reste ambigu... ■

Plus étonnant, cet indicateur censé mesurer le progrès social néglige toute une batterie de données qu'on jugerait a priori essentielles, comme les inégalités, le chômage, le niveau des pensions de survie, la pauvreté, les emplois mal rémunérés... Un défaut fatal ? Pas nécessairement.

« Ce n'est pas nécessairement condamnable », explique Isabelle Cassiers et Geraldine Thiry, de l'UCL, deux spécialistes des indicateurs complémentaires au PIB. C'est une position défendable, pour autant que l'indicateur capte bien les effets délétères du chômage et des inégalités. S'agissant du SPI, ses auteurs n'observent pas de corrélation avec l'indice de Gini, une mesure

classique des inégalités, mais bien une corrélation forte avec la pauvreté. Mais la question de fond reste ouverte. »

**4 Un message ambigu.** En revanche, si le SPI prétend promouvoir un développement soutenable, « sa composante "environnement" est encore déficiente. D'une part, son poids est très limité (une seule composante sur douze). D'autre part, elle mesure les émissions de production et non de consommation, ce qui est très indulgent vis-à-vis des gros consommateurs comme les États-Unis. De sorte que ceux-ci, ou d'autres pays occidentaux dont le modèle est radicalement non soutenable, jouissent d'un classement global favorable. On ne peut donc pas parler d'une mesure de progrès social soutenable ».

Cela dit, le SPI est relativement transparent. Il est facile à décomposer. On peut l'ouvrir comme un tableau de bord pour visualiser ses différentes composantes – et partant les forces et faiblesses relatives des différents pays – comme nous l'avons fait ci-contre pour la Belgique. Mais aussi percevoir certaines limites, comme le fait de mettre pratiquement sur le même pied l'espérance de vie et le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile.

Plus globalement, « la philosophie sous-jacente est celle d'un capitalisme à visage humain. L'objectif déclaré est de favoriser une croissance inclusive et soutenable. De sorte que la valorisation de la croissance revient tout de même par la fenêtre », notent encore Isabelle Cassiers et Geraldine Thiry. Autrement dit : le message reste ambigu... ■

Plus étonnant, cet indicateur censé mesurer le progrès social néglige toute une batterie de données qu'on jugerait a priori essentielles, comme les inégalités, le chômage, le niveau des pensions de survie, la pauvreté, les emplois mal rémunérés... Un défaut fatal ? Pas nécessairement.

« Ce n'est pas nécessairement condamnable », explique Isabelle Cassiers et Geraldine Thiry, de l'UCL, deux spécialistes des indicateurs complémentaires au PIB. C'est une position défendable, pour autant que l'indicateur capte bien les effets délétères du chômage et des inégalités. S'agissant du SPI, ses auteurs n'observent pas de corrélation avec l'indice de Gini, une mesure

## les experts « La nouveauté, c'est son potentiel de mise en réseau et de diffusion »



Isabelle Cassiers (à g.) et Geraldine Thiry (à dr.) sont respectivement professeur et chargée de cours à l'UCL. © D.R.



C'est en Norvège que le progrès social serait le plus élevé, selon l'indice. Les pays scandinaves terminent souvent en tête des indicateurs de bien-être. © D.R.



ENTRETIEN

Pour Isabelle Cassiers, professeur d'économie à l'UCL et chercheur qualifié du FNRS, et Geraldine Thiry, chargée de cours et de recherche à l'UCL, le réseau construit autour du SPI pourrait faire bouger les choses.

Quelle est votre première impression sur cet indice ?

On a l'impression qu'il y a un grand battage médiatique pour quelque chose qui n'est pas vraiment neuf, mais néanmoins intéressant. Ce n'est pas vraiment neuf en termes de contenu parce que cela fait des années que de nombreux acteurs questionnent la pertinence du PIB. Les composantes n'ont rien de neuf, mais le SPI en fait une synthèse intéressante. Là où il est surtout innovant, ce n'est pas tant par son

contenu que par la synthèse qu'il fournit. Il fait passer le message fort, mais déjà bien connu, que le développement ne peut pas se réduire à la croissance du PIB. Le progrès social est corrélé au PIB quand les niveaux de revenus sont faibles, mais de moins en moins quand ils augmentent. Si l'on compare le SPI à l'indice de développement humain (IDH) par exemple, on obtient un classement de pays peu différent.

Rien de nouveau donc ?

Si, dans le sens où il est beaucoup plus détaillé que l'IDH, par exemple. Ce qui nous semble la nouveauté la plus digne d'intérêt, c'est son potentiel de mise en réseau et de diffusion de telles idées dans des milieux qui n'étaient peut-être pas encore convaincus, ce qui pourrait accélérer la trans-

formation des mentalités.

Il est surtout utile parce que la presse va en parler ?

Ce n'est pas une question de médiatisation, c'est plus profond. Cet indicateur est financé par des multinationales et des entreprises dont on ne penserait pas, a priori, qu'elles s'occupent de ces questions. Au-delà du financement, cet indicateur émerge dans le cadre d'un réseau de parties prenantes dont les membres travaillent déjà activement à la mise en œuvre d'activités appliquant la méthodologie du SPI, pour la plupart en Amérique latine, mais également aux États-Unis et plus récemment en Europe. Ces parties prenantes comprennent des entreprises, des coopératives, des citoyens, des agences gouvernementales et des

administrations. Il ne semble pas qu'on ait vu une telle force de réseau avec des indicateurs si jeunes. Que le SPI repose sur un réseau proactif semble constituer une différence importante par rapport à d'autres indicateurs qui peinent à trouver un relais effectif dans les différentes sphères de la société.

C'est donc une bonne nouvelle ?

Cet indicateur, tel qu'il est défini, va dans le bon sens, davantage que les indicateurs monétarisés qui veulent tout ramener à une logique économiste : il mesure des résultats et se targue de ne prendre aucune variable monétaire en compte. Dans son principe, il y a aussi une volonté de concertation avec toutes les parties prenantes, dont les citoyens. C'est important parce que les in-

Il permet d'identifier les communautés où il fait le mieux vivre : au nord du sillon Sambre-et-Meuse (en particulier, dans le Brabant wallon), mais aussi en bordure sud de celui-ci, ainsi que dans l'est de la province de Liège (surtout en Communauté germanophone) et dans l'est de la province du Luxembourg. Le top ten, dans l'ordre : Ottignies-LLN, Amel, Saint-Vith, Assesse, Billingen, Grez-Doiceau, Donceel, Vaux-sur-Sûre, Attert, Tintigny.

Les Wallons se sentent plutôt bien au centre des provinces de Liège, Namur et Luxembourg, et dans les franges frontières de la France, de Rouvry à Erquelinnes. En revanche, l'indice est le plus faible dans le sillon industriel et à prédominance urbaine, de Verviers à Tournai.

Le top ten des communes

L'indice des conditions de bien-être, lui, est calculé par commune, au départ de 58 indicateurs (dont certains subjectifs), afin de mesurer la qualité de l'environnement de vie en général.

EN DÉTAIL

## La Belgique, 17<sup>e</sup> du classement

Classée 13<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> sur les dimensions des besoins de base et des opportunités, notre pays chute dans le classement en raison de sa 27<sup>e</sup> place sur la dernière dimension, celles des fondations d'un bien-être durable. Avec un score de 68,43 dans la sous-dimension « santé et bien-être », la Belgique sous-performe par rapport aux pays avec un PIB par personne similaire. Pour établir cette comparaison, les concepteurs du SPI ont retenu l'Australie, la Finlande, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Suède et le Royaume-Uni.

Question santé, l'espérance de vie, le niveau d'obésité et le taux de suicide sont donc en deçà de ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Autre gros point faible : la durabilité de notre écosystème. De ce qui ressort des notations, la consommation d'eau est trop élevée par rapport à la production du pays et la biodiversité ne bénéficie pas d'une protection suffisamment importante. La Belgique dispose également d'un score médiocre en ce qui concerne l'accès à l'éducation supérieure.

Puisque l'un des indicateurs de cette catégorie compte le nombre d'universités du pays classées mondialement et que les universités belges n'excellent pas dans les classements mondiaux, le pays a de fait un retard sur les États-Unis typiquement, pour qui ce score remonte largement le pays au classement.

À l'inverse, la Belgique obtient des scores très élevés dans trois catégories : la nutrition et les soins médicaux de base, l'eau et les installations sanitaires, et l'accès à l'éducation de base. Comparé à ses voisins géographiques, le royaume se classe il faut dire honorablement, derrière les Pays-Bas (9<sup>e</sup>) et l'Allemagne (14<sup>e</sup>), mais devant la France (21<sup>e</sup>).

M.K.



LE BILLET

## RÉFORMES STRUCTURELLES, TOTEM ET TABOU

C'est connu : rendre le marché du travail plus flexible, c'est bon pour l'économie et partant, pour l'emploi.

Comme on l'entend parfois : s'il est plus facile de licencier, les entreprises embaucheront plus. Hé, non ! Les « réformes structurelles » du marché du travail n'ont pas d'impact à moyen terme sur la croissance potentielle ; et un impact négatif à court terme. Et on a lu ça où ? Dans les dernières Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI), publiées cette semaine. À bonne source donc. L'analyse, qui évalue l'impact des réformes structurelles sur la productivité totale des facteurs (et donc sur le potentiel de croissance technique. Et pourquoi cette « grève » de l'investissement ? Pour le staff du Fonds, il n'y a « pas de mystère », c'est le manque de tonus de l'activité économique.

Autrement dit : si les entreprises ne se boussulent pas pour investir dans de nouvelles machines, de nouvelles lignes de production... c'est parce que leurs ventes, actuelles et prévisibles, ne sont pas suffisantes. Sans doute la zone euro peut-elle tabler sur un petit regain de croissance cette année.

Grâce au pétrole moins cher, à l'euro qui s'affaiblit, à une politique budgétaire plus « neutre » dans la majorité des pays de la zone monétaire – comprenez qu'on lève un peu le pied sur l'austérité.

Mais pas d'illusion : cela ne suffira pas à écarter le spectre de la stagnation séculaire, d'une longue période de croissance faible, dont s'est encore inquiétée la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, il y a une huitaine de jours.

Pour le staff du FMI, « une action gouvernementale d'urgence visant à stimuler la production est nécessaire pour augmenter durablement l'investissement privé ».

Traduction : une vraie politique de relance, notamment via les investissements publics – lesquels soutiennent l'économie à court terme, via un effet classique de demande, mais aussi le potentiel de croissance à moyen et long terme.

Ce que ce n'est pas, ne sera pas et ne pourra pas être le Plan Jucker.

Mais ne vous attendez pas à ce que l'Europe change son fusil d'épaule. Pas plus cette fois-ci que la précédente. Flexibiliser, consolider, il en restera toujours quelque chose... Mais quoi ?

Propos recueillis par D.B. et M.K.

**ADMD asbl**  
**Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité**  
*Association pluraliste*

**18 avril : journée européenne des droits du patient**

- Vous avez droit à des soins de qualité, à une information claire et compréhensible
- Vous pouvez refuser un traitement, même de manière anticipée
- Pour faire connaître vos volontés, parlez-en à vos proches, à votre médecin traitant

**Rédigez vos déclarations anticipées !**

rue du Président 55 - 1050 Bruxelles - 02 502 04 85 - info@admd.be - www.admd.be

**Wallonie Un grand tableau de bord pour ausculter la Région**

L Wallonie, quant aux indicateurs complémentaires au PIB, n'est pas à la traîne. Fin 2012, le gouvernement wallon chargeait l'Iweps, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, de mettre au point cinq indicateurs-phares pour la situation sociale, le bien-être, l'empreinte écologique, la situation environnementale et le capital économique.

L'exercice, ambitieux, vise à développer un véritable tableau de bord de la Wallonie, articulé autour de trois piliers – économique, social et environnemental – et de leurs « interfaces » : équité (entre l'économie et le social), vivabilité (entre l'économie et l'environnement) et « vivabilité » (entre le social et l'environnement).

L'Iweps a livré ses premiers résultats en mai 2014 : outre l'empreinte écologique et la biocapacité, l'Institut wallon de la statistique a présenté deux indicateurs composites : l'indice de situation sociale et l'indice des conditions de bien-être.

Calculé au niveau de la Région, l'indice de situation sociale (ISS) tente de résumer, en un chiffre dont on peut suivre l'évolution annuelle, à la fois l'état social de la Wallonie – de la santé au logement, en passant par la formation, la culture et l'emploi – et les déséquilibres ou inégalités socio-économiques.

Cet indice synthétique est aujourd'hui construit au départ de 24 indicateurs, en raison de la pénurie de statistiques fiables pour certaines dimensions (par exemple, le logement). Disponible depuis 2002, l'ISS indique une lé-

Empreinte écologique et biocapacité font toutefois apparaître un lourd déficit écologique wallon. En 2012, l'empreinte écologique atteignait ainsi 4,87 hectares par habitant, pour une biocapacité estimée à 2,22 hectares par habitant. Et ce déficit écologique pourrait être plus grand si les flux interrégionaux étaient pris en compte.

Si l'Iweps publiera, à la fin du mois de mai, une version actualisée de ces indicateurs, il faudra attendre quelques années avant de disposer des indices de situation environnementale et de capital économique – et donc du tableau de bord complet. ■

D.B. et M.K.

www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib

**INITIATIVE FÉDÉRALE**

**Le Bureau du Plan à pied d'œuvre**

La Belgique a également décidé de se doter d'indicateurs complémentaires au PIB. À l'initiative du Sénat, une loi a été votée en janvier 2014. Objectif : « Mesurer la qualité de la vie, le développement humain, le progrès social et la durabilité de notre économie. » Le Bureau fédéral du Plan y travaille. Un premier rapport et des premiers chiffres sont attendus en novembre. Il est prévu que ces indicateurs figurent, à l'avenir, dans le rapport annuel de la Banque nationale et fassent l'objet d'un débat chaque année à la Chambre.

**Mardi 21 avril**  
Déjeuner conférence  
**Pierre-Olivier Beccers**  
Président du Comité olympique et interfédéral belge  
Présenté par  
**Eric Mestdagh**  
Administrateur délégué du Groupe Mestdagh

Sur le thème :  
« Réflexions sur la gouvernance et la culture d'entreprise »  
Inscriptions : 02 374 65 25 cl@cl.be - www.cl.be